

MO IBRAHIM

Fondateur et président de la Fondation Mo Ibrahim

Bonjour mesdames et messieurs, et merci à Thierry pour ses gentilles paroles. Je commencerai par décrire en quelques mots qui nous sommes, car je me rends compte que nous sommes moins connus en France qu'en Grande Bretagne, aux Etats-Unis ou de l'autre côté du monde, et nous devons corriger cet état de fait. J'ai été très content, en recevant dans ma chambre d'hôtel le magazine *Jeune Afrique*, de trouver que les premières pages concernaient l'indice. En quelques mots ; je suis un homme d'affaires. A l'origine, j'étais ingénieur et universitaire et j'ai probablement mis fin à ma vie dans les affaires en introduisant le téléphone portable dans 15 pays, essentiellement en Afrique sub-saharienne. Nous avons lancé la révolution de la téléphonie mobile en Afrique. J'en suis très fier, car je pense que les téléphones mobiles ont changé la vie en Afrique. Aujourd'hui, nous avons 450 millions de téléphones portables en Afrique, le seul objectif, des les Objectifs du Millénaire pour le Développement, à avoir été atteint avant l'échéance 2014/15. C'était donc une bonne chose.

Nous avons vendu notre entreprise en 2005 et gagné beaucoup d'argent. J'ai décidé que je n'avais pas besoin de cet argent – et je suis content que ma femme ait été d'accord, sans quoi cela aurait posé un problème – et j'ai décidé de rendre cet argent à l'Afrique. En tant qu'homme d'affaires, je voulais redonner cet argent à l'Afrique d'une manière constructive. Au lieu de louer des avions et de les remplir de nourriture pour les envoyer au Darfour ou en Somalie, ce qui est une action noble, je me suis demandé comment empêcher de nouveaux Darfour et de nouvelles Somalie et comment changer l'Afrique. Nous sommes arrivés à la conclusion que la seule façon de réellement changer l'Afrique était la gouvernance – la gouvernance et des dirigeants de qualité.

Mesdames et messieurs, pourquoi la gouvernance revêt-elle une telle importance pour l'Afrique ? L'Afrique est le deuxième continent mondial par sa taille. Nous disposons d'une part généreuse des ressources internationales. L'Afrique est riche. Elle est riche par ses terres, ses ressources et sa géographie. C'est un continent riche. Nous ne sommes pas nombreux. Il y a 950 millions d'Africains, soit deux tiers de l'Inde et deux tiers de la Chine dans un total de 53 pays africains. Il n'y a pas beaucoup de gens en Afrique, sur ce continent. Alors, pourquoi sommes-nous pauvres ? Pourquoi avons-nous un continent riche et des individus pauvres ? C'est la question à laquelle nous devons trouver une réponse.

Nous avons immédiatement rejeté la question de l'histoire. L'Afrique, comme nous le savons, a eu une histoire tragique. Nous avons connu l'esclavage ; nous avons connu le colonialisme ; nous avons connu la Guerre froide, qui a fait beaucoup de mal en Afrique. Cependant, les pays africains sont indépendants depuis maintenant 50 ans. Le jour de l'indépendance, le Ghana était plus riche que la Corée du Sud, la Chine, Singapour et la Malaisie. Le revenu par habitant était beaucoup plus élevé. Il en était de même pour le Soudan, l'Egypte et tant d'autres pays d'Afrique. Pourquoi accusons-nous un tel retard aujourd'hui ? La seule explication est la qualité de la gouvernance et des dirigeants de nos pays. Nous sommes responsables de notre destin. Personne d'autre ne l'est à notre place. Nous avons donc commencé par dire : « Inutile de chercher au nord, à l'est ou au sud. Cherchez en vous-mêmes. » Nous sommes les créateurs de notre propre destin et nous avons réellement besoin d'améliorer notre manière de gérer nos sociétés. Nous avons besoin de dirigeants qui servent leur peuple avec honnêteté au lieu d'amasser de l'argent dans des banques suisses ou de s'acheter de magnifiques villas à Antibes et sur la Côte d'Azur. Nous avons réellement besoin d'une bonne gouvernance et de bons dirigeants. C'est simple. Rien d'autre. C'est la seule différence.

C'est pour cette raison que nous avons décidé de concentrer notre fondation sur la gouvernance – la question de la gouvernance. Il y a quatre ans, d'entrée de jeu nous avons décidé qu'il s'agissait d'une fondation africaine et que nous

ne prendrions l'argent de personne. Par conséquent, nous ne levons pas de fonds, parce que nous ne voulons pas l'étiquette d'agents de la Grande Bretagne ou de la France ou de fondation financée par les Américains. Nous n'avons rien à voir avec ces personnes. Nous sommes Africains. Notre argent est africain, fabriqué en Afrique. Nous le rendons au peuple africain. En même temps, comme nous ne recevons pas de subventions, nous n'en donnons pas non plus – ainsi, ne venez pas me voir à l'issue de cette réunion en me demandant de vous donner une subvention. Nous ne donnons pas de subventions. C'est une fondation fermée.

La Fondation est gérée par des Africains et la moitié de notre Conseil et de nos membres sont des femmes, parce que nous voulons également faire passer ce message en Afrique. Pour autant, nous ne sommes pas xénophobes. Nous n'avons rien contre les blancs ni les jaunes ni les orange. Nous avons quelques personnes, comme Martti Ahtisaari en Finlande, prix Nobel et président finlandais, qui depuis l'indépendance de la Namibie est également citoyen namibien, et Mary Robinson, l'ancienne présidente irlandaise. Nous n'avons donc aucun problème avec les Européens ou les blancs qui sont les bienvenus. Bien entendu, nous n'avons pas de membres chinois dans notre comité, mais nous espérons corriger cette absence dans un avenir proche.

Comment avons-nous commencé à travailler ? Nous avons deux projets principaux. L'un est l'Indice de la gouvernance africaine et nous avons ici un résumé de l'Indice publié la semaine dernière. Nous parlons de gouvernance. Qu'est-ce que la gouvernance ? Nous devons définir et mesurer la gouvernance. Nous avons ainsi travaillé avec une grande équipe d'experts et nous avons fini par trouver une définition. La gouvernance est un panier de produits politiques que tout gouvernement, quel qu'en soit le type ou la couleur, doit livrer à son peuple. C'est le travail d'un gouvernement : donner des résultats à son peuple. Il y a quatre domaines principaux : l'économie, le développement humain – santé, éducation et ainsi de suite, le respect de la loi – sécurité, droits humains etc., et la transparence. Nous mesurons 88 paramètres pour chaque pays africain.

C'est une tâche énorme que nous ne pouvons entreprendre seuls, et nous pensons qu'il ne faut pas travailler seuls. Nous croyons aux partenariats. 25 partenaires travaillent avec nous, et nous avons des accords avec la Banque mondiale, les Nations Unies, l'Organisation Mondiale de la Santé, l'Union internationale des télécommunications et Transparency International et tout le monde nous livre officiellement ses données brutes sur l'Afrique. Par la suite, nos équipes débroussaillent ces données et parlent aux experts de ces organisations pour obtenir au final l'éventail de données le plus complet qui ait jamais été compilé sur l'Afrique. Notre documentation remonte dix ans en arrière, 88 paramètres mesurent la qualité de la gouvernance dans chaque pays, et nous classons chaque article. Toutes les données sont disponibles – nous n'avons pas de problèmes de droits de propriété intellectuelle – et sont téléchargeables depuis notre site Internet. Nous publions ce que nous faisons en anglais, français, portugais, arabe et swahili – les cinq langues officielles de l'Union Africaine. Nous avons une page entière dans le premier journal de chaque pays afin de publier les résultats du pays en question dans la langue autochtone, ainsi que les résultats des pays qui l'entourent. Nous envoyons des CD aux membres du parlement, aux chercheurs en université et aux membres du gouvernement. Ainsi les données sont-elles largement diffusées à travers l'Afrique.

Pourquoi faisons-nous cela ? Il est important pour nous, populations d'Afrique, d'avoir un tableau de bord. Il faut savoir qui fait quoi et à qui, les résultats de chaque gouvernement, le nombre de kilomètres de routes construites l'année passée, le nombre de lits d'hôpitaux installés, le nombre d'enfants scolarisés, le nombre d'enfants qui ont terminé leurs études, la durée des études pour les filles, les droits sociaux des femmes, le nombre de viols, le nombre de meurtres. Il faut analyser tout ce qui se passe en Afrique et le faire éclater à la lumière du jour. C'est utile pour la gouvernance car on peut en analyser les mesures politiques. On dispose de toutes les données pendant 10 ans. Il faut déterminer les politiques qui fonctionnent et celles qui échouent. Pour le peuple africain, il est important de savoir ce que font les gouvernements. Nous ne voulons pas que nos pays soient gérés par des gens qui écrivent de la poésie, des discours et toutes ces balivernes. Nos pays doivent être gérés sur la base de faits et de données, comme en affaires, car c'est la même chose. D'où l'importance de l'Indice que l'on peut consulter sur notre site Internet. Nous avons ici uniquement le sommaire – le vrai Indice compte 350 pages.

Nous discernons également un Prix et je souhaite clarifier cette notion qui touche la qualité des dirigeants. Nous pensons que la gouvernance et de bons dirigeants sont importants pour changer ce que nous faisons. Nous avons un problème en Afrique – que nous devons avouer – qui est que certains dirigeants ont tendance à ne jamais quitter le pouvoir. Parfois c'est compréhensible parce qu'il n'y a rien à faire. S'ils quittaient le pouvoir, où iraient-ils ? Tony Blair

gagne énormément d'argent. Il touche 2 millions de livres sterling de Merrill Lynch pour siéger au bureau et il donne des discours à 500 000 dollars pièce. Tous nos dirigeants européens s'enrichissent après avoir quitté leurs fonctions. Où vont les dirigeants africains lorsqu'ils quittent le pouvoir ? Ils n'ont nulle part où aller. Nous avons ainsi décidé que les dirigeants qui nous importaient étaient ceux qui avaient apporté quelque chose à leur pays. Ils sont arrivés au pouvoir de manière pacifique et démocratique. Ils ont servi leur pays et l'ont fait avancer. Ils étaient excellents dans leur exercice et ont su partir à temps. Ils ne se sont pas amusés à modifier la constitution pour rester plus longtemps et faire ci ou ça. Non. Ils ont servi. La constitution stipule qu'on peut avoir deux mandats – c'est tout. Après, c'est fini. On dit que ceux qui ont fait leur devoir sont de vrais héros. C'est vrai.

Je sais que les gens parlent du prix Nobel et ainsi de suite. Très bien. On écrit un bon roman et on gagne un prix ou un article sur la chimie. Nous pensons que le dirigeant qui sort des millions de personnes de la pauvreté mérite réellement un prix exceptionnel. C'est pour cette raison que nous décernons un prix. En gros, le prix est d'un montant de 5 millions de dollars sur dix ans complété par 200 000 dollars versés chaque année, à vie. Nous recrutons désormais ces personnes – ces personnes formidables en Afrique – pour travailler et continuer de servir le peuple africain en tant que société civile. La société civile est une chose formidable. Les gens se joignent à la société civile et disent : « Nous allons servir. »

Tel est l'objectif de la Fondation. Jusqu'ici nous avons eu trois lauréats ; le président Mandela, le président Chissano du Mozambique et le président Mogae du Botswana. Soit dit en passant, je ne siégerai pas au Comité du Prix. Le Comité d'attribution du Prix se réunit dans le secret et ne tient pas de procès-verbal. C'est une organisation formidable qui compte en son sein parmi les meilleurs éléments disponibles, et vous pouvez contrôler chacun de ses membres. Elle est présidée par Kofi Annan. Quelles que soient ses décisions, nous les appliquons en tant que Bureau de la Fondation. Par conséquent, ce n'est pas moi qui sélectionne les membres, comme certains le disent. Je n'ai pas voix au chapitre.

Afin que nous réussissions dans notre entreprise, la gouvernance n'est pas exigée uniquement des gouvernements africains. Une bonne gouvernance est exigée de tout le monde. Elle est exigée des gouvernements, mesdames et messieurs, ainsi que de votre secteur privé. Nous ne pouvons pas obtenir de bonne gouvernance en Afrique si vous lambinez ou si vous usez de tromperie comme vous aimez parfois le faire. Par conséquent, nous devons réellement contester le problème de la gouvernance dans le secteur privé, dont personne ne parle. La crise financière, qui nous a tous touchés, était due en réalité à l'effondrement et l'échec de la gouvernance des institutions financières. J'ai posé la question au président de la Banque centrale européenne que vous avez entendu hier, il me semble : où étaient les responsables de toutes ces banques ? Comment ont-ils pu autoriser toute cette spéculation ? Où est la gouvernance ? Que s'est-il passé ? La gouvernance a totalement fait défaut dans le secteur privé et en raison de cet échec cuisant, des personnes qui ne vivent pas aux Etats-Unis et qui ne misent pas sur le marché immobilier aux Etats-Unis – des gens normaux comme vous et moi – ont souffert. Vos retraites ont souffert et certains d'entre nous ont perdu leur travail. Des millions de personnes à travers le monde ont souffert. En plus de tout ça, ces banques ont échoué, puis elles sont venues nous voir et nous ont dit : « Bon. Désolé. » Les contribuables doivent renflouer toutes ces personnes. Pour ça, il faut de nouveau faire le fond de vos poches. Puis nos gouvernements accusent d'énormes déficits et disent : « Bien, on va faire des économies sur la santé, sur l'éducation, c'est nécessaire. » Nous avons tous souffert et nous avons tous le droit de dire : « Excusez-nous. On a notre mot à dire. Si une poignée de banquiers fait toutes ces bêtises qui nous affectent tous, on doit se faire entendre. » Ce problème existe. Par conséquent, où est la gouvernance dans le secteur financier ? Il faut l'obtenir et il faut qu'elle soit visible.

La gouvernance des industries minière, pétrolière et énergétique est importante car il s'agit de ressources fondamentales pour nous en Afrique. Certains de nos pays dépendent totalement de ces ressources naturelles. Je ne comprends pas qu'une grande multinationale vienne et signe un contrat secret. Personne ne sait combien ils dépensent pour le pétrole et le gaz, ni où part cet argent. Ce qui est fait en secret est louche. Ils ont de bonnes raisons. Il doit y avoir des fraudes. On interroge les grandes entreprises intérieures : « pourquoi passez-vous un contrat en secret ? » Ils répondent : « Oh parce que les gouvernements de là-bas insistent. Le président insiste pour que ce soit secret. » Cependant, bien entendu, le gouvernement veut un énorme pot-de-vin. C'est pour ça qu'il tenait au secret. Y a-t-il une autre raison ? Aucune. Par conséquent, nous affirmons qu'il faut que cela cesse.



J'ai été satisfait des Etats-Unis au moment de l'amendement Cardin-Lugar. Les sénateurs Cardin et Lugar ont promu un amendement qui fait maintenant loi aux Etats-Unis, qui stipule que toute entreprise énergétique, minière ou pétrolière constituée aux Etats-Unis doit déclarer ses contrats. Il n'y a plus de contrats secrets. C'est fini. Cela concerne peut-être 70 à 80 % de ce genre d'entreprises. Puis nous considérons l'Europe. Où se trouve la colonne vertébrale morale de l'Europe ? Quand l'Europe va-t-elle se mettre au niveau des Etats-Unis et imposer une telle loi ? Il y a environ quarante ans, les Etats-Unis ont introduit le Foreign Corruption Act (la loi sur la corruption étrangère), et il était entendu que l'Europe introduirait simultanément des lois du même type. Que s'est-il passé ? Les Européens ont ri sous cape et dit : « Oh, laissons les Américains voter cette loi » avant de refuser de faire de même. En Europe, les pots-de-vin ont été déductibles d'impôts jusqu'en 2000. Vous le savez. Etes-vous fiers de ça ? Verser des pots-de-vin est déductible des impôts. C'est ça la gouvernance ?

Sous la pression de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), les pays européens ont fini par introduire à reculons des lois anti-corruption. Ma question est la suivante : combien de pays en Europe ont poursuivi en justice combien d'entreprises ? La réponse va vous surprendre. Les vingt et quelques pays n'ont traduit en justice que trois ou quatre affaires. En conséquence de cela, peut-on vous prendre au sérieux ? Etes-vous sérieux ?

Les Américains ont voté la loi, nous pouvons le constater. J'ai discuté avec M. Barroso pendant trois jours, ainsi qu'avec Louis Michel, qui va essayer de faire passer cette loi au Parlement. Nous avons également parlé à divers dirigeants européens. J'ai parlé à Mme Merkel et aux dirigeants britanniques et nous avons dit : « Nous allons désormais vous juger. N'essayez pas de monter sur vos grands chevaux et de nous faire la morale, parce que nous vous jugeons et nous demandons à voir votre colonne vertébrale morale. » Nous exigeons réellement une bonne gouvernance de la part du secteur privé et de la part de vos gouvernements. Vous devez le faire. En Afrique, nous faisons notre travail et nous prenons des sanctions. En Afrique, aujourd'hui, on mène la vie dure à tout le monde et nous avons le droit de nous tourner vers vous et de demander : « Et vous, que faites-vous ? »

Merci beaucoup, vos questions sont les bienvenues.